

# LES NOUVELLES 31

Journal de la Fédération de Haute-Garonne du Parti Communiste Français - Prix 1,30 €



## Ouvrir un avenir pour la France en commun

**P**ierre Laurent lors de l'Université d'été du PCF a clarifié le positionnement du PCF face aux échéances de 2017. Les communistes mettent sur la table la proposition d'un pacte commun pour les échéances électorales, présidentielle et législatives confondues. Loin des débats nauséabonds sur le burkini de Valls et Sarkozy, avec la volonté de clarifier le débat à gauche sur les choix de droite du gouvernement et du président. Choix symbolisés par Emmanuel Macron (qu'il assume de fait avec sa démission) et par l'intolérance du gouvernement sur la loi Travail et sa soumission aux choix du capital.

Les communistes veulent rassembler, tous ceux qui, sur la base de propositions concrètes mises en débat, veulent redonner un avenir à une France en commun, républicaine, porteuse de libertés, de progrès sociaux, de paix. Le scénario écrit avec les candidats choisis par les médias est refusé par la grande majorité de nos concitoyens, notamment par les électeurs du Front de gauche ou les progressistes qu'aucune candidature actuelle ne satisfait. Nous savons le danger à droite et à l'extrême droite. Nous refusons les diktats, les candidats auto-proclamés, l'idée qu'il faudrait se rallier sur un nom sans discuter contenu et perspectives politiques.

La présidentielle ce n'est pas trois ou quatre petits tours et puis à la prochaine, ce n'est pas un one-man-show, ce n'est pas pour nous la promotion d'un homme mais une véritable construction politique. Dans le PCF beaucoup de voix expriment leur souhait d'un candidat communiste porteur de cette offre de rassemblement, certains pensent qu'il ne faut pas rajouter de la confusion avec le nombre de candidats actuel mais tous les communistes sont convaincus que c'est en jouant collec-

tif, en discutant de contenus que l'on offrira une issue à notre peuple pour 2017 et pour la suite. C'est pourquoi sans s'interdire de regarder ce que pourrait exprimer un candidat proposé par le PCF ou ce que disent les candidats déjà déclarés et opposés au bilan gouvernemental, nous disons que l'urgence est à un pacte commun de l'ensemble de ceux qui aspirent à redonner une perspective d'avenir au pays. Rassembler, rassembler et rassembler encore voilà le message du PCF face aux dangers pour le pays, rassembler sur la base d'un contenu clair et travailler à une candidature qui permettra le rassemblement le plus large et le plus efficace. Nous voulons unir pour réussir.

Quel candidat dans notre camp voudrait se soustraire au choix collectif ? Qui pourrait se présenter au suffrage des Français en refusant le suffrage de ses soutiens ? Le débat démocratique ne nous fait pas peur, nous sommes en train de mobiliser des centaines de milliers de Français, d'hommes et de femmes acteurs du mouvement social. Hommes et femmes pour la plupart en lutte, avec eux nous voulons écrire l'avenir. Cela passe par le questionnaire sur la grande consultation citoyenne, puis par une votation citoyenne sur un pacte commun, puis la désignation d'un candidat. Jouer collectif c'est respecter le mouvement social, les milliers de syndicalistes qui veulent gagner. Le bal des ego, les candidatures solitaires ne répondront en rien aux besoins du monde du travail et de la création, qui pour 2017 et après cherche une réponse politique.

**PierreLacaze**

Secrétaire départemental du PCF

### On y va...

- La Fête de l'Huma
- Manifestation contre la Loi Travail le 15 septembre
- L'Université d'automne du PCF



9-10-11 SEPTEMBRE 2016

**TROIS JOURS POUR REFAIRE LE MONDE.**

Fête de l'Humanité

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES VALBON LA COURNEUVE

N° 312 - 02 septembre 2016  
Envoi par La Poste le 01 septembre 2016

## Pour la défense du service public des transports et du Tarif Jeune Tisséo

Un peu avant la rentrée dernière les Jeunes communistes lançaient une pétition contre l'un des nombreux projets de régression de la nouvelle majorité en place à Toulouse-Métropole : la remise en cause du « tarif jeunes Tisséo » (à 10 euros par mois). En même temps que cette pétition ils publiaient une lettre ouverte, relayée par la Dépêche du Midi, à Jean-Michel Lattes, président du SMTIC (Tisséo) et adjoint en charge des transports à la mairie de Toulouse. De quoi donner à ce combat un peu plus de crédibilité qu'il n'en avait déjà auprès de la population. On y lisait que « Le conquis social du tarif jeune à 10 euros, mis en place en 2008 par l'adjoint communiste aux transports Bernard Marquié, a permis une augmentation très importante du nombre d'abonnés ainsi qu'une baisse significative de la fraude, il n'a donc pas affecté négativement les recettes de Tisséo. Une réaffectation de ce tarif entraînera mécaniquement une baisse du nombre d'abonnés et une hausse de la fraude ».

Poussée par la jeunesse, qui voyait dans cette remise en cause du « tarif jeunes » une vraie menace pour son niveau de vie, la pétition avait déjà réuni en 15 jours plus de 500 signatures. Devant ce début de succès celle-ci a vite été relayée par d'autres organisations (principalement l'Unef, mais aussi la Fédération des étudiants en résidence universitaire de Toulouse, l'Initiative des étudiants progressistes et dans une moindre mesure par la FCPE et le MJS). En quatre mois la pétition atteignait 15 puis finalement 18 000 signatures ! Dont 14 000 récoltées par les seuls jeunes communistes...

Finalement l'Unef puis les Jeunes communistes seront reçus par un Jean-Michel Lattes, qui se bornait à répéter qu'« une étude visant à proposer une tarification sociale, tenant compte des revenus, pour les moins de 26 ans comme d'autres catégories (notamment les plus de 65 ans qui bénéficient de la gratuité) était en cours, sur demande de la chambre régionale des comptes ». En sous-main il négociait déjà le degré de régression avec d'autres organisations étudiantes qui soutiennent la politique de la droite. L'Unef, elle, se bornait à préserver le « tarif jeune » pour les seuls étudiants... oubliant au passage toute la jeunesse travailleuse précaire, les lycéens, tous ceux qui ont un statut un peu plus atypique... Bref, autant d'organisations qui ne se sont peut-être pas approprié totalement la célèbre phrase de Krasucki selon qui « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! »

Ainsi, malgré la mobilisation des jeunes, et peut-être à cause des renoncements de certaines organisations, cette rentrée pourrait bien être la dernière au « tarif jeunes ». Comme pour la gratuité pour tous les chômeurs et seniors, le principe de sa suppression semble maintenant assumé par l'équipe Moudenc. Si les élus pourront en débattre en octobre, on ne parle plus du tout, aujourd'hui d'une simple « étude ». Pour la presse locale on devrait pouvoir « bénéficier » des nouveaux tarifs dès 2017. Même si ça ne suffira pas à faire une majorité au sein des différents conseils il serait plus que temps que les élus socialistes et verts sortent de leur mutisme sur cette épineuse question...

**MJCF31**

Machines à café à capsules  
Machines à grains  
Distributeurs automatiques de boissons  
Gestion totale  
Mise à disposition gratuite

33 Avenue du Gers - 31270 Frouzins  
Contact : 06 03 22 39 69  
3000distribution@orange.fr

**Distributeur autorisé**  
Lavazza Espresso Point

**Public Imprim**  
Midi-Pyrénées Impression

Midi-Pyrénées Impression s'est associé à Public Imprim pour étoffer ses services

1, allée Marc Saint-Saën - BP 73657  
31036 Toulouse cedex 1  
T. 05 61 44 11 12 - F. 05 61 40 07 52

www.public-imprim.fr

**la renaissance**  
librairie

1, allée Marc St-Saëns  
BP 73657  
31036 Toulouse  
Cedex 01  
Métro Basso-Cambo  
Tél. 05 61 44 16 32  
Fax 05 62 14 10 07  
librairie.renaissance@wanadoo.fr

**Librairie de la Renaissance**

**LES NOUVELLES 31**  
Bimensuel départemental du Parti Communiste Français

1, allée Marc Saint-Saëns - 31100 Toulouse - Tél. : 05 61 31 61 31  
E-mail : lesnouvelles31@orange.fr - Directeur de la publication : Boris Audigier  
Gérante : Josette Suradi. Rédactrice en chef : Dominique Satgé  
Comité de rédaction : Monique Durrieu, Frédéric Mouchant, Arnaud Daimé, Delphine Miquel, Marlène Versey, Monique Marconis, Xavier Lambert, Théo Aubin. Photo : D.R.  
CPPAP n°0920 187 131 - Dépôt légal, à parution  
Imprimerie : Public Imprim Midi-Pyrénées Impression, 1, allée Marc St-Saëns 31100 Toulouse. Tél. : 05 61 44 11 12 - 966 500 084 R.C.S. Toulouse.  
Service publicité : AMC - BP 73657-31036 Toulouse - Tél. : 05 61 44 54 12

**mutami**  
Le lien solidaire

Scannez-moi avec le lecteur de codes 2D de votre téléphone  
[www.mutami.fr](http://www.mutami.fr)

**Agences**

**Mutuelle Santé** SIREN 776 950 677

- 70, bd Matabiau (Pont des Minimes), BP 7051 31069 Toulouse Cedex 7 - Tél. 0810 131 111\* (\*Tarif en vigueur)
- 56-58, rue Matabiau (métro Jeanne d'Arc) 31000 Toulouse - Tél. 05 34 66 60 20
- 10, passage du Ségala 31770 Colomiers - Tél. 05 34 55 30 45

**Centre Optique** SIREN 443 073 242

- 70, bd Matabiau (Pont des Minimes), BP 7051 - 31069 Toulouse Cedex 7 - Tél. 05 62 73 33 70
- 1, rue Lavigne - 31700 Blagnac - Tél. 05 34 60 63 25

50 ans

0 actionnaire  
0 dividende  
100% solidaire

Santé  
Retraite  
Prévoyance

Mutami est une mutuelle membre du Livre B de Codes de la mutualité - IF - Bénéficiaire



## L'Université Paul Sabatier touchée par un véritable plan social : Non à la suppression de 200 postes !

L'actualité de la fin de l'année scolaire 2015-2016 a été marquée par la mobilisation contre la loi Travail. Pourtant dans notre ville les personnels de l'Université Paul Sabatier ont aussi eu la mauvaise surprise de découvrir le 17 juin 2016 le rapport que le président de l'université, Jean-Pierre Vinel, a fait parvenir au Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et à la rectrice. Ce rapport intitulé **Pacte pour le développement de l'université** préconise de réaliser 16 millions d'économie sur la masse salariale de l'UPS et donc de geler (non remplacement) 200 postes sur 3 ans (2016-2018).

Il faut dire que depuis la LRU (2007, Loi Relative aux libertés et responsabilités des Universités ou Loi Pécresse) la situation financière de l'UT3 ne fait que se dégrader. Les universités sont devenues autonomes et gèrent donc directement leur budget et leur personnel avec toutes les dérives prédites par les syndicats : recherche de financements privés, exonération d'un cadre national pour la création de diplômes, sélection et tirage au sort à l'entrée pour les étudiants, gestion du personnel au mépris des intérêts du service public, certaines allant même jusqu'à inventer des frais d'inscriptions illégaux. Or depuis le gain de ces nouvelles compétences élargies, l'État ne verse plus la totalité des sommes correspondantes aux salaires des fonctionnaires et ne compense pas non plus le Glissement Vieillesse Technicité (ancienneté, avancement, déroulé de carrière). L'UPS se retrouve dans une situation



d'asphyxie avec des déficits chaque année alors que sa situation était saine avant la LRU. La « solution » trouvée par l'équipe de direction de l'UPS est de revenir à « un pilotage stratégique affirmé » (comprenez : décisions douloureuses), toute dépense devant passer sous la coupe de la « soutenabilité » (comprenez : austérité), chaque composante devant jouer son rôle dans la « subsidiarité » (comprenez : accepter de mettre en place à chaque niveau inférieur les décisions prises

en haut). Pour enrober ce langage technocratique de propositions plus alléchantes, le président promet d'augmenter les primes pour les personnels administratifs, techniques et de bibliothèques, de rénover davantage de bâtiments, de mettre en place des cours vidéo et de mieux orienter les étudiants avant leurs inscriptions en licence (entendez par là : supprimer des profs et dissuader les étudiants de s'inscrire dans les filières fortement demandées).

Toutes les catégories de personnels sont touchées par les suppressions de postes. L'intersyndicale CGT-FO-FSU-SUD-UNSA qui s'est

constituée met en avant que le travail non réalisé reposera inmanquablement sur des équipes déjà surchargées. Les différentes assemblées générales ont voté pour :

- refuser les suppressions ou mise en réserve de postes,
- la création de postes à la hauteur des besoins,
- le développement du service public avec un réengagement de l'État

Bien que la réalité du mouvement soit mesurée, le mécontentement est grand parmi la communauté universitaire. Pour l'heure, l'ensemble des instances devant acter ce plan austéritaire ont été soit empêché de se tenir soit ont émis un vote négatif. La présidence a sous la pression présenté le **Pacte pour le développement de l'Université** au personnel devant une assistance de 1500 personnes (4000 agents à l'UPS) mais ne dévie pas de son objectif initial de suppression de postes ; elle menace même d'une mise sous tutelle par le rectorat qui ne s'encombrerait pas du dialogue social pour « prendre les mesures qui s'imposent ». L'intersyndicale a promis de maintenir la pression à la rentrée : l'État doit apporter des réponses et le président de l'université doit cesser sa politique servile.

Les communistes toulousains apportent leur soutien au personnel de l'UPS pour que dans notre ville, notre pays, l'enseignement supérieur et la recherche ne soient pas sacrifiés; le foisonnement intellectuel de notre cité, l'avenir de la planète et l'émancipation des futures générations en dépendent. .

 Jean-Marc Barès-Crescence

## Que demande le peuple ? La grande consultation citoyenne à Blagnac

À Blagnac et Beauzelle un été pas comme les autres, dans une période de vacances la campagne «Que demande le peuple?» a mobilisé à des degrés différents une dizaine de camarades avec l'engagement du bureau de section qui s'est réuni plusieurs fois et a décidé deux initiatives au marché de Blagnac et dans un cité populaire.

A ce jour nous en sommes à près de 70 questionnaires saisis dans le logiciel national et l'adhésion au PCF d'un militant du Front de Gauche qui a participé activement à la campagne en proposant le questionnaire à son entourage.

Par ailleurs, en plus des échanges avec nos concitoyens, nous constatons que cette campagne alimente la discussion entre communistes sur des questions de fond, en prise avec la réalité du terrain et nous permet d'agir sur cette réalité.

Comme promis, nous avons «restitué» certains éléments du questionnaire aux personnes qui ont laissé leur coordonnées et nous comptons bien continuer.



 Martine Added

## SFR prêt à sacrifier un tiers des effectifs

Les syndicats appellent à une journée nationale d'action le 6 septembre

**SFR** serait en passe d'annoncer 5 000 suppressions d'emplois, en premier lieu dans les boutiques. Piéfinant les engagements pris de ne pas procéder à des licenciements d'ici à juillet 2017, l'enseigne de Patrick Drahi jure qu'aucun départ ne sera contraint. Les syndicats dénoncent une stratégie financière.

Quelle est la situation actuelle du groupe Numericable-SFR ? Près de 15 000 salariés en France et plus de 200 dans le département (et combien d'emplois liés et sous-traités ?). 900 millions d'euros de bénéfice en 2015. 2,5 milliards d'euros de dividendes versés en 2015. Un endettement énorme qui selon les élus CGT au comité central de l'entreprise coûterait 700 millions d'euros en remboursement aux banques. A titre d'exemple le montant des dividendes versés par l'entreprise en 2015 correspond au salaire de 69 000 employés payés 2 000 € par mois sur un an ou comme le rappellent les élus CGT de l'entreprise une augmentation de 30 % des effectifs avec une hausse de 30 % des salaires et une diminution de 30 % du temps de travail. Rien que ça !

Il fallait commencer par tous ces chiffres pour démontrer l'ignominie de ce que prévoit l'entreprise et son actionnaire principal Patrick Drahi. Il déclarait d'ailleurs en juin 2016 :

*« On a donné une garantie sur l'emploi de trois ans donc il reste encore un an. Aujourd'hui, on est dans une situation où les gens savent que la garantie s'arrête dans un an. C'est un peu comme chez Darty, quand vous avez une garantie de trois ans. Au bout de trois ans,*



*la machine à laver tombe en panne, on fait comment ? On paie. Ils savent qu'on est sureffectif. »*

Il n'a d'ailleurs pas attendu la fin de la garantie sur l'emploi sur trois ans pour commencer à faire payer les salariés. Puisque depuis 2015 ce sont 1 200 emplois qui ont été supprimés dans le groupe.

Face à cette injustice et ce mépris total des salariés, les syndicats sont divisés en deux camps. Ceux qui accompagnent le plan social sans interroger ni sur les méthodes ni sur le fond (Cfdt et Unsa). Et ceux qui rejettent totalement le saccage de l'emploi (CGT et CFE-CGC). Ils appellent d'ailleurs à une journée nationale d'action et de grève dans tout le groupe SFR-Numericable le 6 septembre prochain.

Ce qui se passe à SFR est un nouvel exemple de la faillite de l'idéologie social-libérale qui dépeint le monde d'aujourd'hui comme un monde où la lutte des classes n'existe plus. Emmanuel Macron, en conseil des ministres en octobre 2014, lors de la présentation de sa loi expliquait que selon lui, le dialogue social « symbolise l'union des partenaires sociaux au service de la justice du travail ».

Mais la réalité c'est que la lutte des classes n'a pas pris fin et que dans les mois qui viennent ce sont les salariés de SFR qui risquent de payer très cher ses conséquences. La maison mère de SFR, Altice, achète dans le monde entier des entreprises concurrentes dans le domaine des télécommunications. Elle le fait sans en avoir les capacités financières. Alors elle emprunte.

Aujourd'hui, l'endettement du groupe Altice est de 50 milliards d'euros soit 2,5 % du PIB Français.

Les communistes ont d'ores et déjà pris position. A l'image de Michel Le Scouarnec, sénateur communiste du Morbihan qui interrogeait P. Drahi le 8 juin dernier dans le cadre de la commission des affaires économiques du Sénat. Il mettait en doute l'intérêt final des populations et des salariés de la stratégie d'achats frénétiques de l'actionnaire de SFR à grand coup d'emprunts remboursés au final par les salariés et les clients. Il l'interrogeait aussi sur les montages fiscaux qui existaient dans le groupe et qui lui permettaient d'échapper en partie à l'impôt en France.

Plus récemment, le PCF, par la voix d'Olivier Dartigolles, a exigé que le gouvernement rende public le montant du CICE attribué à SFR et que P. Drahi rende des comptes sur l'utilisation des aides versées. Soyons donc vigilants sur les suites chez SFR pour assurer l'avenir des salariés mais aussi pour donner un coup d'arrêt à ces patrons voyous.

 Vincent Marc

## Université d'automne du PCF 31

**Réservez d'emblée votre fin de semaine du 14 et 15 octobre.**

**L'Université d'automne du PCF Haute-Garonne ouvrera ses portes pour une nouvelle édition à la fédération.**

Le programme est encore en cours d'élaboration, mais nous pouvons déjà vous informer de la présence de :



**Amar Bellal**, professeur agrégé de génie civil et rédacteur en chef de Progressistes. Il interviendra sur le thème de son nouvel ouvrage : « Environnement et énergie ».



**Daniel Cirera**, secrétaire général du Conseil scientifique de la Fondation Gabriel Péri. Au lendemain des élections en Autriche et à l'aube de reconfigurations politiques cruciales en Europe, il interviendra sur cette nouvelle situation continentale.



**Denis Durand**, économiste, membre de la commission économie du PCF. L'année qui arrive sera marquée par des scrutins électoraux fondamentaux pour l'avenir de notre pays et au-delà. Les questions économiques étant au cœur des débats et qui sont chères à notre parti y seront donc bien sûr abordées.

## L'organisation du travail, la question politique centrale ?

Lorsqu'il s'agit de traiter de la question du travail, bien souvent les réponses données s'articulent autour de deux revendications : l'emploi et le revenu. Les projets de société de la gauche politique et syndicale issus de ces revendications s'érigent autour de trois éléments fondamentaux : la lutte contre le chômage, la réduction du temps de travail et la hausse des salaires. Ainsi, le contenu même du travail et son organisation sont systématiquement relégués en arrière-plan dans l'élaboration des théories politiques, au profit d'une demande d'une plus juste redistribution des richesses et d'une réalisation de soi dans le champ hors travail.

Mais aujourd'hui, le temps semble venu d'habiller le travail et surtout l'organisation du travail comme une question politique centrale irréductible à aucune autre.

Il est urgent d'être au clair sur le fait que nous ne pouvons penser l'émancipation dans la Cité sans la penser d'abord dans le travail. Toute cité est d'abord une cité du travail, n'en déplait aux défenseurs des thèses prônant la fin du travail.

Désormais l'enjeu est de penser à nouveau le travail comme un acte fondateur. Pour Marx, il est l'acte fondateur de l'homme lui-même : « le travail est la vie générique. C'est la vie en-

gendrant la vie ». C'est pourquoi dans le travail, je transforme le monde et dans le même temps je fais l'expérience de me transformer moi-même. Le lieu de la conquête de soi, de son identité et au final de l'accomplissement de soi, c'est le travail !

Cependant, les malheurs du travail, les souffrances vécues, le drame du chômage et les suicides sur les lieux du travail tous engendrés par le tournant « gestionnaire » et la transformation des organisations du travail nous ont poussés à congédier, un peu trop vite, l'idée même d'une émancipation par le travail. La casse organisée des solidarités et des coopérations au travail a rendu difficile la possibilité de considérer l'organisation du travail comme un problème politique à part entière.

Il faut préciser ce qu'on entend par organisation du travail car elle ne relève pas de ce qu'on appelle communément les conditions de travail (le temps de travail et les horaires, l'environnement bio-chimique, le contrat de travail, la distribution des bureaux, etc.).

L'organisation du travail est caractérisée d'une part, par la division technique du travail qui définit la division des tâches entre les travailleurs, les modes opératoires par exemple et, d'autre part, la division humaine du travail mise en place pour contrôler la bonne exécution des tâches prescrites, c'est-

à-dire la surveillance, la discipline, la hiérarchie, bref, les modalités de direction des entreprises.

Pour certains, il s'agirait d'intervenir plutôt sur les conditions de travail et donc de réduire le temps de travail pour le partager et, dans le même temps, de se « libérer de son fardeau ».

Mais, à nous détourner du travail en le confinant à un lieu de supplice, nous avons renoncé à prendre à bras-le-corps le problème de l'organisation du travail.

Or, pour la gauche politique et syndicale l'urgence semble être de réhabiliter et de tenir l'organisation du travail comme « le véritable problème » (Weil, 1937). Chercher les voies de l'action rationnelle pour la transformer semble être une des priorités pour offrir une reconstitution des liens de civilités dans la Cité. Sans ces liens reconstitués comment susciter à nouveau des résistances collectives ? L'histoire des luttes ouvrières n'est-elle pas fondée d'abord sur l'expérience des solidarités sur les lieux mêmes du travail ? Résister à ce qui casse la coopération et la fraternité dans notre société, c'est avant toute chose, instruire politiquement la question du travail et de son organisation.

 Antoine Duarte

## Fête de l'Huma à Paris

### Nouvelle édition du repas de la revue Progressistes

Le jeudi 8 septembre, à la **Fête de l'Humanité au stand de la Haute-Garonne**, la revue Progressistes renouvelle son grand repas de soutien. Après le succès de la première édition en 2015, nos camarades reviennent accompagnés de nombreuses personnalités du monde scientifique et du travail, l'occasion d'aller plus loin que la simple lecture de leurs articles dans la revue : les rencontrer !

Parmi les présents cette année nous retrouvons notamment **Laurence Cohen** (Sénatrice), **Benoît Garcia** (Membre du CESE et dirigeant de la Fédération des Finances CGT), **Francis Wurtz** (Ancien député européen et ancien président du groupe GUE/NGL au Parlement européen), **Sylviane Le Jeune** (Secrétaire nationale de l'UGICT (Ingénieurs Cadres et Techniciens, CGT) et CESE), **Claudine Kahane** (Professeur des universités à l'Université Joseph Fourier à Grenoble à l'institut de plané-

tologie et d'astrophysique), **le Dr . May** (Médecin généraliste, est président de l'Union syndicale des médecins de centres de santé et directeur du centre de santé de Malakoff), **Juliette Combes** (Directrice des éditions du «Temps des cerises»), **Bernard Devert** est dirigeant syndical de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie (FTM-CGT), **Maïté Mola Sainz** (Dirigeante du PCE et **Izquierda Unida** (IU) en Navarre. Vice-présidente du Parti de la Gauche Européenne), **Gérard Le Puill** (Journaliste à l'Humanité et auteur), **Denis Durand** (Économiste et membre de la commission économie du PCF), **Danielle Tartakowky** (Historienne et présidente de l'Université Paris VIII Saint-Denis) et beaucoup d'autres personnalités...

Retrouvez la totalité des invités confirmés sur la page facebook : «Grand repas de soutien à la revue Progressistes (jeudi soir de la Fête de l'Humanité 2016, stand de la Haute-Garonne)».

*PS : Pensez à vous inscrire en confirmant à un des organisateurs ou par mail : [progressistes@pcf.fr](mailto:progressistes@pcf.fr) (le règlement du repas se fait sur place, trois tarifs de 15 € à 25 €).*





# Molex : Licenciements

## « sans cause réelle ni sérieuse »

Huit ans de combat pour que la Justice reconnaisse enfin que les licenciements consécutifs à la fermeture de l'usine Molex, dans le nord toulousain, étaient «sans cause réelle ni sérieuse» et que le «secteur n'était pas en difficulté.» Les 283 salariés qui ont perdu leur emploi apprécieront... Certes la Cour a condamné l'entreprise à verser un total de 7 millions d'euros aux 190 salariés qui avaient entamé cette action en justice. Mais cela ne leur rendra pas leur emploi. Tout comme cela ne compensera pas la perte, pour notre région, des brevets et d'une industrie d'avenir. Un nouvel exemple de la nécessité de prendre le pouvoir sur la finance avec de nouveaux droits pour les salariés, qui doivent pouvoir s'opposer à la casse industrielle avant les licenciements !



 **Dominique Satgé**

## Fête de l'Humanité

Stand de la Fédération de Haute-Garonne

# Quel avenir pour le service public du rail ?

Débat  
**Samedi 10 septembre**  
à 10h45

### **Gilbert GARREL**

Secrétaire général de la Fédération des Cheminots CGT

### **Didier LE RESTE**

Membre du Conseil National du PCF,  
vice-président de la Convergence Nationale Rail

### **Bernard MARQUIÉ**

Animateur du Comité 31 de Défense du Train

### **Dominique SATGÉ**

Membre du CN du PCF et élue communiste régionale

### **Pierre Lacaze**

Membre du CN du PCF, secrétaire fédéral du PCF 31,  
élu à la mairie de Toulouse

Retrouvez nous sur le stand du PCF 31  
Avenue Edmonde Charles-Roux  
(à côté du stand des Amis de l'Huma)

Quel avenir pour le service public du rail en France ? Le rapport Duron, les décisions du secrétaire d'Etat aux Transports Alain Vidalies sur les trains de nuit signent la volonté d'en finir avec le train comme véritable service public, outil d'égalité et d'aménagement des territoires et du droit aux transports pour tous.

Le renoncement du gouvernement sur des investissements majeurs est patent, tout comme son manque d'ambition pour le développement

du rail. L'ensemble des régions sont frappées, l'entreprise publique SNCF mise en danger

Quelles propositions, quelles mobilisations mettre en œuvre pour s'opposer à cette politique ? Quels financements pour développer le grand service public ferroviaire dont le pays a besoin pour répondre aux urgences sociales, économiques et environnementales ? Comment rassembler pour la défense de tous les trains, LGV, TET, TER, trains de nuit, fret ?

## Journée à la mer pour le droit aux vacances pour tous

La fédération du PCF de Haute-Garonne a organisé ce samedi 27 août une « journée à la mer pour le droit aux vacances pour tous. » Ce sont près d'une centaine de personnes, dont une majorité d'enfants, qui ont été accueillies à Vendres par le maire communiste Jean-Pierre Pérez, les conseillers régionaux PCF, Nicolas Cossange, de l'Hérault, Dominique Satgé de Haute-Garonne et les militants héraultais autour d'une grande sardinade. Le soleil, la convivialité et une mer particulièrement chaude étaient au rendez-vous pour permettre à tous, petits et grands, de profiter des plaisirs de la plage. Depuis le début de l'été, ce sont plus de

10 000 personnes qui ont pu ainsi bénéficier de ces actions de solidarité concrète du PCF dans tout le pays.

Pendant que certains se consacrent à des batailles d'égos pour les présidentielles ou polémiquent sur les tenues vestimentaires à la plage, les communistes font vivre les 80 ans du Front Populaire, en permettant à ceux qui n'ont pas les moyens de partir en vacances de profiter d'une journée à la mer.

80 ans après la création des congés payés, le droit aux vacances pour tous reste un droit à conquérir.



**Dominique Satgé & Nicolas Cossange**



Quand pour une fois, le nom de certains quartiers n'est plus associé aux seuls faits divers, ou au mal vivre, mais aux richesses qui y éclosent.

## Sofiane Oumiha : de Reynerie à Rio

Avec un optimisme et un sourire rafraîchissant le boxeur de Reynerie membre du Boxing Club de Bagatelle, médaille d'argent en boxe au JO de Rio assure que sa « plus grande fierté était d'avoir rassemblé autant de monde en France » autour de son parcours.

« Notre force c'est d'être solidaire » poursuit

Sofiane Oumiha. L'accueil qui lui a été réservé à son retour à Toulouse est à l'image de ce champion de 22 ans. Quand le sport donne au plus grand nombre le sentiment qu'ils font partie de la même collectivité humaine.

**François Canezin**

## Sport

# Interrogeons-nous !

Nous sommes donc au temps des petites phrases, dites de rentrée. A propos du burkini, par exemple.

Quand même, n'avez-vous jamais rencontré dans les vagues ou sur le sable, des dames portant tuniques ou paréos savamment mis en forme juste pour se protéger des coups de soleil ?

Par ailleurs, avez-vous, ces jours-ci, parcouru des présentations australiennes de burkinis dernière mode ? Plutôt smart, et quelles couleurs ! Pas mal pour s'arranger avec les disgrâces que l'on peut se trouver (même quand on est un homme). Cela pourrait marcher en Amérique, et alors là, à coup sûr, on pourrait s'attendre à l'invasion de nos plages !

Reste pendant ce temps-là, les augmentations de dividendes se poursuivent, et, ceci expliquant cela, les statuts, les acquis des luttes sont rognés obstinément : un rachat de l'entreprise, et hop, c'est l'occasion de faire sauter des primes, de lisser les heures sup., etc.

Dans tous les domaines d'activité, la non-votée loi-El Khomri prend de l'avance, et, en continu, « ils » nous prennent pour des « idiots » qui ne comprennent pas... que « la France va mieux », que l'on continue à économiser (!) à Air France, à EDF, dans tous les services de santé, dans l'enseignement, chez les agriculteurs,...

Certes on a toujours, par an, plus de soixante mille entreprises qui défontent, 166 en Midi-Pyrénées en Juillet dernier, 183 en Juin,...

Mais il en est qui prospèrent comme le leader mondial des produits laitiers, Lactalis : « une très belle réussite industrielle, mais dont le comportement reste moyenâgeux vis-à-vis des producteurs », selon le président de la chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine.

Le comportement de l'entreprise ? C'est-à-dire ? Le PDG de Lactalis n'est que la treizième fortune de France ! Qu'en est-il du comportement des entreprises des douze de devant ? Encore plus moyenâgeux ?

Ainsi ce serait par un comportement arriéré qu'en quatre cinquièmes de siècle on passe, en étant « ambitieux et fin stratège », de la fabrication de quelques camemberts au droit de vie et mort sur 75 000 « collaborateurs » dans le monde ?

Plutôt qu'une question de comportements, ne serait-ce pas plus certainement et fondamentalement une question de mode de production ? Une question d'exploitation capitaliste ?

Ému, un producteur syndicaliste sommoit le PDG de Lactalis de s'en aller à l'étranger s'il n'était pas « capable de donner un prix raisonnable ».

Son cri ne dit-il pas l'urgence de propager en grand l'appel communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » ?

Autre petite phrase médiatisée : « Il faut que quelqu'un dans cette élection parle des pauvres. La pauvreté est inacceptable quand la richesse s'accumule à un autre pôle. » (J-L. M.).

Plus il y a de pauvreté, plus « la richesse s'accumule à un autre pôle », cela s'explique comment ?

Et si, aux pauvres et aux autres, on parlait de cela, plutôt que de leur parler des pauvres ?

Si on vérifiait avec eux comment le capitalisme se perpétue : « d'un côté, en imposant la destruction d'une masse de forces productives, de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant encore plus rigoureusement les anciens » ?

**Françoise Savioz**





OUI, la justice, la fraternité c'est possible !

**Le 24 septembre prochain**

**En marche pour la paix - Stop les guerres  
Stop les violences !**

La culture de guerre qui infuse dangereusement la société pour toujours plus la diviser, conforte notre détermination à porter haut les valeurs pacifistes qui se conjuguent dans le respect des droits humains pour tous, la justice, la promotion d'une culture de la paix universelle comme condition préalable au vivre ensemble et à la préservation de notre unique planète.

De la barbarie de la guerre, des bombardements aveugles sur des populations civiles, des 1 800 milliards de dollars consacrés aux militarisations dans le monde qui affament les peuples, naissent d'autres barbaries... et l'impasse de la violence ressemble à une spirale sans fin qui broie les êtres humains et met le monde en danger...

Il suffirait que 20 % des dépenses militaires soient affectés aux programmes de développement de l'ONU, pour éradiquer la pauvreté et satisfaire les besoins premiers de la population mondiale, meilleure source de stabilité.



Pour aller vers une civilisation de paix, matrice de diversités culturelles et de respect des droits humains, les Nations Unies ont élevé le concept de « culture de la paix et de la non-violence » dans le paysage culturel et missionner l'UNESCO pour la décliner dans un programme qui ouvre 8 grands chantiers d'actions et de convergences :

- Promouvoir la paix à travers l'éducation
  - Améliorer un développement économique et social soutenables
  - Promouvoir le respect pour tous les êtres humains
  - S'assurer de l'égalité entre les femmes et les hommes
  - Soutenir la participation démocratique en éduquant les citoyens à des pratiques responsables
  - Faire avancer les notions de tolérance, de compréhension et de solidarité en promouvant un dialogue entre les civilisations
  - Soutenir la libre circulation des savoirs et de l'information par l'indépendance des médias
  - Promouvoir la paix internationale et la sécurité par des actions telles que le désarmement, la résolution pacifique des conflits

Il appartient à chaque citoyen du monde et aux États de mettre ce concept de société novateur pour construire un monde à visage humain.

La question de la satisfaction des besoins sociaux, du refus de la guerre comme moyen politique,

de la transition pacifiste et écologique **par l'éducation** sont des points cruciaux pour révolutionner les comportements des personnes et des états et gagner le droit des peuples à vivre en paix.

Supprimer progressivement les causes des violences, réclame d'agir partout pour le respect et la promotion de tous les droits humains qui constituent les fondements d'une culture de la paix et de la non-violence.

Le Mouvement de la Paix et ses partenaires appellent à une marche pour la paix nationale le 24 septembre, dans les grandes villes : Paris, Marseille, Lyon, **Toulouse**, Strasbourg, Nantes, Grenoble, Dijon, Tulle, Orléans, Le Havre...

La proximité de la journée internationale de la paix de l'ONU (le 21 septembre) est un cadre unique pour oser penser la culture de la paix revendicatrice, dans la convergence des luttes, le progrès social et la diversité la plus large.

A Toulouse les modalités de la marche seront définies le 6 septembre prochain lors d'une réunion des organisations appelantes.

Chacune, chacun peut signer l'appel à l'adresse suivante : <http://www.mvtpaix.org/wordpress/je-marche-pour-la-paix/> ou en envoyant un courriel à [31@mvtpaix.org](mailto:31@mvtpaix.org) avec pour sujet : je signe l'appel à la Marche pour la Paix du 24 septembre

Sur le site du Mouvement de la paix vous pouvez consulter la liste des organisations qui se sont prononcées pour assurer le succès de ces marches, auxquelles il faut ajouter la CGT dont le bureau confédéral a décidé de signer l'appel.

 **Christine Roseberg**

pour le Comité 31 du Mouvement de la Paix

## Conférence

### La Syrie, de l'Antiquité au début du XXI<sup>e</sup> siècle

*Un pays, un peuple et un patrimoine dans la tourmente*

Par **Annick Neveux-Leclerc**

Chargée de mission au Musée du Louvre  
Département des Arts de l'Islam  
Professeur honoraire à l'École du Louvre

22 septembre 2016 à 18h30

Maison de la citoyenneté  
8 bis avenue du Parc  
Métro Ligne A - Arrêt Roseraie  
Entrée gratuite

A l'initiative du Collectif Toulouse Syrie Solidarité  
avec le concours de l'association  
L'Esprit libre-Fraternité sans Frontières

<http://toulouse.syrie.solidarite.blogspot.fr/>  
Courriel : [toulouse.syrie.solidarite@orange.fr](mailto:toulouse.syrie.solidarite@orange.fr)  
<http://esprit-libre.fr/>